



CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU SITE TRANSPORT MANAGER

1. Objet des CGV

Les présentes CGV ont pour objet de régir les relations contractuelles entre Ludovic CARRIL EI - CodeAlpes, micro-entreprise (2A Rue Simone Veil – 73000 BASSENS ; SIREN : 944 995 281) en charge du développement de transport-manager.net, et le joueur défini ci-dessous comme étant utilisateur du site transport-manager.net.

Contact : tm@codealpes.fr – Tél : 07 66 79 73 31

2. Acceptation des CGV

Des services payants sont disponibles sur le site Transport Manager pour l'utilisateur, sous réserve d'acceptation des présentes conditions. L'utilisateur déclare et reconnaît, en conséquence, avoir lu et compris les présentes. Le seul fait d'acheter un service entraîne l'acceptation pure et simple des présentes CGV. CodeAlpes se réserve la possibilité de modifier en tout ou partie et à tout moment les présentes CGV. En cas de non-respect par l'internaute des présentes CGV, CodeAlpes se réserve le droit de lui refuser l'accès à ce Service.

3. Prestataire de service

Les services payants proposés incluent notamment : l'accès premium au jeu pour une durée déterminée, des ressources virtuelles utilisables dans le jeu et des fonctionnalités spéciales précisées lors de la commande.

CodeAlpes est le seul prestataire autorisé par l'AGTM à proposer des services payants sur le site transport-manager.net. Toute autre personne proposant des services payants sera considérée comme frauduleuse et s'expose à des sanctions sur le jeu, mais également judiciaire.

4. Clients mineurs

Les services ne peuvent être souscrits que par une personne majeure ou par un mineur avec autorisation parentale explicite. Toute commande effectuée sans cette autorisation pourra être annulée, et le compte suspendu.

Toute demande doit être adressée à l'adresse tm@codealpes.fr

5. Code de conduite et règles applicables

L'utilisateur reconnaît que son utilisation des services payants est indissociable du respect des règles de jeu fixées dans les Conditions Générales d'Utilisation (CGU) du site Transport Manager, ainsi que de son règlement intérieur.

Toute violation des règles énoncées dans les CGU peut entraîner la suspension ou la suppression du compte, y compris si un abonnement premium est en cours, sans remboursement ni indemnité.



CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU SITE TRANSPORT MANAGER

6. Tarif et paiement

Les prix figurant sur le site transport-manager.net sont exprimés en Euros et s'entendent Toutes Taxes Comprises (TTC). Ils peuvent être modifiés à tout moment et sans préavis. CodeAlpes fait appel à des intermédiaires tels que Stripe, PayPal, etc.

Les services étant payés comptant à la commande, aucune pénalité de retard ne s'applique.

7. Livraison du service

L'accès au contenu est activé immédiatement après paiement, sur le compte de l'utilisateur (sauf si mention contraire notifiée lors de la commande, ex : commande payée par virement).

Le contrat est réputé exécuté dès l'activation du service premium sur le compte de l'utilisateur.

La durée des abonnements premium est indiquée lors de la commande (1 mois, 3 mois, etc.). Ils expirent automatiquement sans reconduction tacite.

8. Facturation

Une facture peut être générée sur demande pour chaque achat d'un service Premium. Vous pouvez en faire la demande à l'adresse tm@codealpes.fr.

CodeAlpes est exonérée de TVA selon l'article 293 B du Code général des impôts.

Par conséquent, les prix indiqués sont nets, la TVA n'est pas applicable.

9. Responsabilité

CodeAlpes fera tout son possible pour assurer l'intégrité des données des joueurs. Cependant, en cas de problème exceptionnel grave occasionnant une altération des données (Par exemple panne matérielle, hack, plantage, bug...), des sauvegardes antérieures pourront être chargées. Quel que soit le type d'achat et le montant, aucun remboursement physique n'aura lieu.

CodeAlpes pourra toutefois prendre la décision de verser un bonus supplémentaire, dans la seule ressource virtuelle principale du jeu.

En cas d'escroquerie ou tentative d'escroquerie (par exemple la contestation d'un paiement à posteriori), le compte sera bloqué définitivement, et nous n'hésiterons pas à déclencher les poursuites nécessaires pour faire valoir ce que de droit.

CodeAlpes ne peut être tenu responsable des interruptions temporaires liées à la maintenance, à des bugs ou à des problèmes techniques indépendants de sa volonté. En cas d'interruption prolongée (plus de 72 heures), un geste commercial peut être envisagé à titre exceptionnel.



CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU SITE TRANSPORT MANAGER

10. Droit de rétractation

Aucun droit de rétractation ne s'applique (Article L221-28 du Code de la consommation - contenus numériques immédiatement consommables), par conséquent aucun remboursement n'est possible une fois le service commandé.

11. Garanties légales

Conformément aux articles L217-3 et suivants du Code de la consommation, l'utilisateur bénéficie d'une garantie légale de conformité applicable pendant la durée de l'abonnement ou de la fourniture du service numérique souscrit.

La garantie légale de conformité s'applique uniquement tant que l'utilisateur respecte les Conditions Générales d'Utilisation (CGU) et le règlement du jeu. En cas de suspension ou suppression du compte pour manquement aux CGU ou pour fraude, la garantie ne peut être invoquée et aucun remboursement n'est dû.

Aucun service après-vente ni garantie commerciale spécifique n'est proposé. Le support est assuré uniquement par email à l'adresse tm@codealpes.fr. Le coût d'accès à ce support correspond au tarif normal d'une communication électronique, sans surtaxe.

12. Inactivité et suppression de compte

Conformément aux CGU du site Transport Manager, notamment son article 8, tout compte resté inactif pendant 90 jours consécutifs peut être supprimé.

En cas de suppression de compte pour inactivité, y compris si un abonnement premium est en cours de validité, les éventuels jours restants sont considérés comme perdus, sans remboursement ni report.

13. Données personnelles

Les données collectées (ex. : date de naissance, email, ID utilisateur) sont utilisées exclusivement pour la gestion des comptes, des achats et le respect des obligations légales.

CodeAlpes est soumis, et respecte la réglementation RGPD.

Vous pouvez consulter la politique de confidentialité de Transport Manager pour plus d'informations.

14. Réclamations

Seuls les achats effectués directement et par vous-même sur transport-manager.net sont autorisés et pris en compte par CodeAlpes, aucune suite ne sera donnée dans les autres cas.



CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU SITE TRANSPORT MANAGER

En cas de litige avec un achat, toute réclamation doit être effectuée par mail à l'adresse tm@codealpes.fr. Il est impératif de faire parvenir une preuve que le paiement a bien eu lieu et que le problème provient du fournisseur. Dans le cas contraire, aucune réclamation ne sera traitée. CodeAlpes se réserve donc le droit d'accepter et de régulariser une réclamation uniquement lorsque celle-ci sera justifiée et prouvée.

Selon la situation, il pourra être nécessaire de prendre contact avec le fournisseur tiers, dans ce cas, la responsabilité de CodeAlpes ne peut être engagée.

Nous n'accepterons en aucun cas de dédommager un membre dans les cas suivants :

- Le membre a fait l'objet d'un blocage ou d'une suppression de compte dans les conditions prévues dans les CGU de Transport Manager.
- Le membre effectue une opération par erreur
- Le membre possède plusieurs comptes
- Le membre a perdu le contrôle de son compte, suite à un piratage
- Le membre a "prêté" son compte à une tierce personne
- Le membre a subi des pertes lors d'une ou plusieurs attaques
- Le membre n'a pas de preuves
- Le membre a triché ou tenté de tricher
- Le membre s'est montré irrespectueux envers un ou plusieurs administrateurs
- Le membre est de mauvaise foi
- Le membre a utilisé des propos portant atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs

15. Litiges

Conformément à l'article L612-1 du Code de la consommation, vous pouvez recourir gratuitement à un médiateur de la consommation. Le médiateur compétent est : CM2C – 14 rue Saint Jean, 75017 Paris – www.cm2c.net

En cas de litige, la loi française s'applique. Attribution de juridiction aux tribunaux compétents de Chambéry, sauf disposition légale contraire.

La Commission européenne met également à disposition une plateforme de règlement en ligne des litiges à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/consumers/odr>